

Le roaming, nouvelle cible de la Commission européenne

Le *roaming* a été au cœur du Mobile World Congress de Barcelone ([MWC 2012](#)), un évènement qui a regroupé de nombreux professionnels de la mobilité, côté exposants comme visiteurs.

La peur de la facture salée au retour d'un déplacement à l'étranger régnait, [explique l'Espresso.fr](#). Même **Stéphane Richard**, PDG du groupe Orange, l'avoue : « *Le roaming, ça fait longtemps qu'on en discute avec les autres opérateurs [...]. Le système actuel n'était pas satisfaisant, puisque les prix sont parfois tellement élevés qu'ils dissuadent l'usage.* »

L'Europe entre en lice

Le sujet a été mis sur la table lors d'une réunion à huis clos en marge du MWC entre les plus grands opérateurs du monde (France Telecom, Deutsche Telekom, Telefonica, Vodafone, Telecom Italia, Telenor, TeliaSonera, Telekom Austria, Vimpelcom et Hutchison Whampoa), hors les grands champions des États-Unis (AT&T, Verizon).

Neelie Kroes, commissaire européenne en charge de l'Économie numérique, veut également bousculer les opérateurs et libérer le consommateur. Dans la perspective d'un marché unique du *roaming*, elle souhaite donner la possibilité de choisir son prestataire télécoms pour les offres de *roaming* en cas de déplacement dans l'UE et imposer une nouvelle baisse des prix de gros.

Objectif : favoriser la concurrence et pousser les tarifs vers le bas en vue d'une démocratisation de l'itinérance. Un projet qui fait grincer des dents des opérateurs d'envergure internationale comme Vodafone, qui prône plutôt l'autorégulation au lieu d'une obligation réglementaire pour baisser les prix de gros.

Mardi matin, la commission de l'Industrie, de la Recherche et de l'Énergie du Parlement européen a approuvé de nouvelles propositions de régulation du *roaming* émanant de la Commission européenne. Les eurodéputés seront appelés à un vote à ce sujet en avril.